

**NOTE D'INFORMATION – 24 janvier 2007**

**Etat des lieux avant Davos : trop d'optimisme tue l'optimisme ?**

---

Il y a quelques jours, on pouvait croire à une quasi certaine reprise des négociations à Davos. Depuis la visite de Susan Schwab, Représentante américaine pour le Commerce, vendredi 12 janvier, et après un entretien de trois heures avec Pascal Lamy, l'optimisme est tellement affiché et revendiqué qu'il en deviendrait presque douteux.

Dans la mesure où rien de concret n'a filtré des nombreuses rencontres bilatérales (Bush-Barroso, Schwab-Mandelson, Mandelson-Amari, Schwab-Amari, etc.), on peut envisager deux interprétations :

- soit il ne se dit effectivement rien ;
- soit des avancées tangibles ont été mises sur la table mais on attend le moment opportun pour les dévoiler.

Il est évident que dans le second cas, cela aura plus de poids et d'éclat si rien ne filtre avant Davos. Un ensemble de concessions de part et d'autre, même limité, apparaîtra plus conséquent que des bribes de négociations lâchées au fur et à mesure.

**Les Américains ont les moyens de bouger**

Plusieurs éléments permettent de penser que les Américains auraient tort de ne pas tenter quelque chose aujourd'hui et pas seulement pour éviter d'être traités comme les responsables d'un échec éventuel.

D'une part, ils peuvent bouger car des échéances fondamentales se rapprochent. Les Américains sont confrontés à un problème de déficit budgétaire et doivent envisager une coupe dans les dépenses agricoles. De plus, une telle coupe ne devrait pas être techniquement trop difficile à réaliser car les plafonds de dépenses n'on en fait pas été atteints en 2006 (16 milliards de dollars sur les 24 milliards prévus, la différence de 8 milliards correspondant grosso modo à ce qu'on attend d'eux comme concession). La fin du Fast track constitue une autre échéance. Malgré les propos de Susan Schwab sur la possibilité de négocier sans TPA, il y a peu de chance que les autres membres de l'OMC acceptent de discuter avec les Américains sans la certitude que le Congrès ne

pourra amender l'accord. Enfin, grâce à la croissance des bio-carburants, les prix annoncés pour l'agriculture sont bons, ce qui veut dire que les Américains pourraient ne pas avoir besoin de tant que subventions. Ainsi, les concessions américaines en matière de subvention apparaît beaucoup moins difficile à faire aujourd'hui qu'il y a six mois. D'autre part, les Américains doivent bouger. Comme le prouve l'action récente des Canadiens contre certains programmes de subventions agricoles américaines auprès du Règlement de différends de l'OMC, la politique agricole des Américains dans sa forme actuelle est très vulnérable sur un plan légal. Ils doivent donc utiliser Doha pour sécuriser leur politique agricole. Les Américains ont plusieurs cartes en main et pourtant, pour l'instant, ils ne bougent pas, ce qui pourrait faire croire que « quelque chose cloche ». Lors de la conférence de presse qui a suivi son entretien avec Pascal Lamy, Susan Schwab a pourtant affiché son optimisme avec insistance sans pour autant dévoiler les raisons d'un tel sentiment.

Concernant plus précisément le coton et le « traitement spécifique, rapide et ambitieux » qu'il est sensé recevoir – même et surtout de la part des Américains ! – là aussi ces derniers semblent avoir quelques cartes en main. Les cours à la hausse du soja et surtout du maïs (qui sert à produire du bio-carburant) peuvent laisser envisager un glissement de la production du coton vers ces produits. On envisage même une baisse de la production de coton de 20% pour l'année prochaine. De plus, si les agriculteurs sont toujours très bien représentés dans le nouveau Congrès, les cotonniers le sont sensiblement moins que précédemment, et ceci au détriment d'autres catégories de producteurs (sucre, maïs, porc, etc.).

### **Les Européens entravés ?**

Sans s'avancer sur une quelconque offre, la Chancelière allemande Angela Merkel a annoncé que la conclusion de Doha constituait une des priorités de la présidence allemande de l'Union européenne pour les six prochains mois. Toutefois, la France représente une contrainte à l'heure actuelle, et dans ce concert d'optimismes affichés avec ostentation, la ministre française déléguée au commerce dénote par son pessimisme et laisse entendre que la France ne pourra accepter aucune nouvelle offre de l'UE, Il y aurait déjà « trop de choses à avaler », selon Christine Lagarde. Mandelson est allé à Paris lundi 15 janvier pour tenter de discuter avec les autorités françaises. Préoccupée par une campagne présidentielle qui a commencé bien avant la date officielle (fin février), les autorités françaises préféreraient que les questions d'accès au marché, de produits sensibles ou de régime de soutien à l'agriculture ne fassent pas une

entrée fracassante dans les débats électoraux. On connaît la force du lobby agricole en France ainsi que son orientation politique majoritaire. On peut se demander dans quelle mesure la volonté française de voir les choses stagner à l'OMC pendant 6 mois encore ne va pas gêner les démarches du Commissaire Mandelson et restreindre sa marge de manœuvre à Davos.

## **Conclusion**

Davos ne donnera certainement pas une solution aux problèmes majeurs qui entravent la négociation. Il n'est pas prévu d'aller si loin. Toutefois, la mini-ministérielles (et les nombreuses bilatérales ou réunions en groupe restreints qui auront lieu à l'occasion) devrait permettre de dire si oui ou non, l'espoir est encore de mise dans la reprise du cycle de négociations de Doha. Si les Etats-Unis font un pas en avant, les Européens, mais également les pays émergents ne pourront pas ne pas réagir. Si la France peut représenter une entrave, on est en droit de se poser aussi des questions concernant les positions de l'Inde, acteur-clé de la négociation bien silencieux depuis quelques jours.

---

IDEAS Centre offre des services de conseils de politique générale aux gouvernements des pays en développement et en transition dans les domaines du commerce international, du développement et de la gouvernance économique. En liaison avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), IDEAS Centre aide les pays à faibles revenus à défendre leurs intérêts commerciaux et ainsi à mettre à profit leur appartenance à l'OMC d'une manière favorable à leur développement.

Nos précédentes notes d'information sont accessibles sur notre site: [www.ideascentre.ch](http://www.ideascentre.ch).

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse  
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41